

Les généraux et l'Etat Simples disgrâces ou des contradictions ?

- Actualité politique nationale -

Publication date: mercredi 9 décembre 2015

Description:

Ces jours-ci, dans la presse nationale, il est chaque jour question de mutations, de mise en disgrâce, de condamnations d'officiers supérieurs de l'armée et des services. Pour tenter d'y voir clair, il faut se souvenir de ce qu'est un Etat, le nôtre en l'occurrence.

Pour aller vite, sinon il faudrait aussi parler de la rente des hydrocarbures, des gros importateurs etc.etc, rappelons brièvement ce qu'est, à nos yeux, une telle institution.

Un Etat donc, c'est un appareil au service d'un pouvoir politique, en Algérie celui d'un Etat capitaliste qui, comme partout ailleurs, se moque des masses laborieuses mais qui fait tout pour favoriser le développement des diverses fractions de la bourgeoisie.

Malik Antar

07.12.15

Copyright © Alger républicain - Tous droits réservés

Ces jours-ci, dans la presse nationale, il est chaque jour question de mutations, de mise en disgrâce, de condamnations d'officiers supérieurs de l'armée et des services. Pour tenter d'y voir clair, il faut se souvenir de ce qu'est un Etat, le nôtre en l'occurrence. Pour aller vite, sinon il faudrait aussi parler de la rente des hydrocarbures, des gros importateurs etc.etc, rappelons brièvement ce qu'est, à nos yeux, une telle institution. Un Etat donc, c'est un appareil au service d'un pouvoir politique, en Algérie celui d'un Etat capitaliste qui, comme partout ailleurs, se moque des masses laborieuses mais qui fait tout pour favoriser le développement des diverses fractions de la bourgeoisie. Cet appareil dispose d'une armée, d'une police pour réprimer les travailleurs, par exemple ceux de la SNVI, d'une justice et d'une administration des impôts pour recueillir de l'argent. Il a également la mainmise sur d'autres secteurs, les plus importants, comme les finances, l'économie, l'industrie et le commerce auxquels il imprime sa politique.

Cet Etat s'il permet, dans une certaine mesure, le développement de l'éducation nationale, c'est parce qu'il a besoin d'un minimum de main-d'oeuvre qualifiée et de cadres pour faire marcher sa machine. Il favorise également l'apparition d'une classe intermédiaire, une classe flottante, dit-on, sur laquelle il s'appuie pour appliquer sa politique. Lorsque que des secteurs sont assurés d'un plus ou moins bon fonctionnement alors il les abandonne, pas tous (!) ... et cesse de contribuer à leur développement. **Ses manoeuvres consistent à tromper l'opinion publique en inventant des réformes ou plutôt des réformettes qui ne changent pas foncièrement la face des choses mais sont toujours orientées vers des secteurs pourvoyeurs d'argent.**

Les exemples, dans tous les domaines, ne manquent pas dans notre pays pour illustrer ces affirmations, comme l'abandon de certains secteurs de la santé publique ou de l'enseignement ou de la culture. S'il construit des infrastructures, ce n'est pas pour satisfaire les besoins du peuple, c'est pour offrir de substantiels gains aux capitalistes locaux ou étrangers - les multinationales en sont l'exemple le plus flagrant avec des constructions souvent peu urgentes. S'il construit des logements, c'est dans la même veine : c'est pour éviter de provoquer la colère des travailleurs et que ceux-ci ne connaissent pas de trop exécrables conditions de vie, mais sans aménagement des abords, des cages à poules en quelque sorte, c'est un minimum afin qu'ils soient mieux à même de récupérer leur force travail pour reprendre le travail le lendemain.

Pour en revenir aux généraux et autres officiers supérieurs puisqu'en définitive c'est de cela qu'il s'agit dans l'actualité, en dehors des luttes des travailleurs qui se mobilisent pour défendre leurs intérêts et leurs acquis sociaux, on ne peut nier qu'ils ont eux aussi, ces officiers supérieurs, sous une forme ou une autre, participé au développement de cet appareil et au renforcement des clans de la bourgeoisie. Même si certains l'on fait avec un esprit supposé patriotique. Qu'il y ait des dissensions entre les divers clans, cela ne remet pas en cause la nature du système toujours dévoué et au service des bourgeoisies.

Il y a longtemps que notre mouvement national connaît de graves contradictions, de telles crises du système, qui ont conduit jusqu'à la disparition physique de quelques leaders de progrès. Pour ne pas remonter très loin dans le temps de notre histoire, citons simplement l'ignoble assassinat en juin 1992, à Annaba, par Lembarek Boumaârafi du président Mohamed Boudiaf, assassinat dont on ignore toujours qui sont les commanditaires.

Comment alors, sans définir même sommairement ce qu'est un Etat, peut-on faire une courte analyse, comment faire abstraction des contradictions qui déchirent toutes nos institutions ? Voilà en peu de mots et sans une réflexion profonde ce que l'on peut penser des récents événements, peut-être encore en évolution.

Malik Antar

07.12.15